

DIRECTION DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

ARRÊTÉ DU MAIRE

N° 24T286 2024

DOMAINE : 9.1 Autres domaines de compétences des communes

Objet : AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE - OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PAR UNE REMORQUE DE VENTE DE « CHURROS » PLACE DU 11 NOVEMBRE.

Le Maire,

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales articles L2212-2 et L2213-6,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, articles L 2122-1 et suivants

Vu le Code pénal, article R.610-5 ;

Vu, la délibération n° 2024_092 du 11 juillet 2024 portant actualisation et création de nouveaux tarifs d'occupation du domaine public,

VU, la demande de Ludivine MULLER souscrivant à toutes les modalités de la réglementation applicable aux commerçants ambulants qui souhaite bénéficier d'une autorisation pour le stationnement d'une remorque de « Churros » sur la place du 11 novembre,

CONSIDÉRANT, que l'occupation de l'espace public est soumise à autorisation de l'autorité municipale,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de garantir tant la sûreté et la commodité du passage sur la voie publique que la liberté du commerce,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Ludivine MULLER est autorisée à occuper privativement une portion du domaine public communal située sur la Place du 11 Novembre, entre le monument aux morts et la rue Foch, afin d'y pratiquer son activité de commerce ambulant de vente de churros, crêpes, confiseries et boissons. Il est expressément entendu qu'elle pourra occuper l'emplacement pour sa seule remorque immatriculée 525 CE 32 ; tout autre véhicule ne sera pas accepté ;

ARTICLE 2 : La présente autorisation est accordée, du 1^{ER} SEPTEMBRE 2024 AU 31 DECEMBRE 2024. Elle est personnelle et incessible. Elle est accordée pour tous les lundis, mardis, mercredis, jeudis, vendredis et samedis. Les horaires d'occupation sont de 14h00 à 19h30. En dehors de ces périodes, le domaine public doit être libre de toute occupation ;

ARTICLE 3 : La présente autorisation fera l'objet du paiement d'une redevance, calculée conformément à la délibération n° 2024_092 du 11 juillet 2024 portant actualisation et création de nouveaux tarifs d'occupation du domaine public, soit 120€ par mois, payable au régisseur collecteur des recettes et droits d'emplacement dès l'implantation du commerce. En cas de non-paiement, un titre de recette sera émis à l'encontre du permissionnaire ;

ARTICLE 4 : Le titulaire de l'autorisation n'est pas autorisé à installer des tables, des chaises, parasols et chevalets ;

ARTICLE 5 : Le titulaire de l'autorisation doit entretenir l'emplacement attribué pendant ses heures d'ouvertures. Il devra veiller à enlever tous papiers ou détritiques qui seraient laissés par ses clients et assurer le ramassage des mégots. En cas de dégradation du sol, les frais occasionnés seront à la charge du titulaire de ladite autorisation ;

ARTICLE 6 : La présente autorisation ne dispense pas le permissionnaire de respecter les dispositions relatives à d'autres réglementations et notamment celle au titre du commerce ou de l'hygiène alimentaire ;

ARTICLE 7 : La présente autorisation est accordée à titre précaire et révoquée à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le permissionnaire, des conditions précitées, ou pour toute autre raison d'intérêt général ;

ARTICLE 8 : Le non-respect du présent arrêté entraînera une suspension immédiate de l'autorisation. Toute infraction sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur ;

ARTICLE 9 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville, Madame le Commissaire de la Police d'État, Monsieur le Directeur de la Police Municipale, et les agents placés sous leur autorité seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marignane, le 17 OCT 2024,

Notifié à l'intéressé le

Cet acte peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Mairie ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Marseille par courrier ou par saisine dématérialisée, via l'application « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception en sous-préfecture.

**Le Maire
Eric LE DISSES**

